

Le Monde

« La lutte contre le dérèglement climatique et l'intégration des jeunes dans notre société sont deux défis étroitement liés »

TRIBUNE

Collectif

Des responsables d'organismes de formation, d'éducation populaire et d'innovation sociale, impliqués dans le programme expérimental 100 % Transition, proposent, dans une tribune au « Monde », de lier le « contrat d'engagement jeune » à la découverte des métiers de la transition écologique et sociale.

Publié le 20 novembre 2021 à 10h00 Temps de Lecture 5 min.

Tribune. Ces derniers jours ont été marqués par deux annonces du Président de la République. Le 1^{er} novembre, à la COP26 réunie à Glasgow, Emmanuel Macron a rappelé les engagements internationaux des Accords de Paris visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5°, ambition qui semble déjà irréaliste étant donnée l'insuffisance avérée de l'action climatique des pays signataires. Le lendemain, de retour en France, le Président de la République a dévoilé les contours du contrat d'engagement jeune, dispositif proposant aux moins de 25 ans sans formation ni emploi depuis plusieurs mois, une allocation allant jusqu'à 500 euros par mois, en échange de 15 à 20 heures par semaine de formation ou d'accompagnement.

Deux annonces, deux agendas politiques déliés. La lutte contre le dérèglement climatique d'une part, l'intégration des jeunes dans notre Société d'autre part, sans perspective commune. Il nous apparaît à l'inverse que ces deux défis sont étroitement liés, qu'ils ne sauraient être pleinement relevés sans faire l'objet d'une seule et même démarche.

C'est l'ambition de 100% Transition, un programme inédit destiné à accompagner des jeunes à l'arrêt à construire un projet de vie et trouver leur voie, notamment en découvrant les métiers de la transition écologique et sociale sur leurs territoires. Ce programme mené depuis plus d'un an auprès de 300 jeunes bénéficiaires du Service

civique, par un consortium regroupant des organismes de formation, une organisation inspirée de l'éducation populaire et une agence coopérative en innovation sociale. Soutenu dans le cadre du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) promu par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, ce programme expérimental souligne la nécessité de positionner la jeunesse comme l'actrice centrale de la transition écologique et sociale de notre pays. Il trace surtout trois perspectives par lesquelles une telle ambition devrait s'incarner : la confiance en la jeunesse, l'intégration de la transition écologique et sociale dans leur projet de vie et la reconnaissance par la Société du pouvoir d'agir des jeunes.

Premièrement, et fondamentalement, croire en la jeunesse. Ne pas voir dans ces jeunes sans formation ni emploi des « invisibles », mais plutôt des « ignorés », ne trouvant dans la Société actuelle, ni les cadres permettant de révéler leurs talents, ni les chemins éclairant leurs aspirations. Plutôt que de leur demander un engagement qui se résume pour beaucoup d'entre eux à travailler au service d'un modèle consumériste et insoutenable, il s'agit d'abord de leur faire confiance. Croire que cette génération, frappée de plein fouet par les conséquences du dérèglement climatique, sera capable d'inventer avec la Société un monde vivable et solidaire, là où les générations précédentes et actuellement au pouvoir dans les pays présents à la COP26 reconnaissent leur manque d'engagement et d'action.

Deuxièmement, une ambition : mobiliser fortement la jeunesse en support à la transition écologique et sociale. Cela signifie les préparer à intervenir massivement dans les futurs métiers dits « verts », ceux des filières des énergies renouvelables, de l'économie circulaire, de la régénération des espaces verts et de la biodiversité, etc. Cela signifie surtout les voir investir les filières plus conventionnelles pour plus de sobriété : mobilité, numérique, habitat, industrie, éducation..., l'ensemble des secteurs d'activités sont concernés par la nécessité d'intégrer rapidement une culture et des pratiques écologiquement responsables. Cela nécessite de faire évoluer les référentiels métiers et d'identifier les nouveaux indicateurs de valeurs (économique, sociale, environnementale). Et aussi d'imaginer autrement le rôle de ces jeunes appelés à faire bouger les organisations, soit de l'intérieur, soit par l'expérience d'une aventure entrepreneuriale...

Troisièmement, reconnaître que les jeunes sont capables de faire et d'apprendre en faisant, quand bien même ils sont passés à côté de leurs études. En effet, le « savoir expérientiel » et la compétence ne s'acquièrent pas uniquement par le biais d'un diplôme scolaire ou universitaire. La formation et la vie ne sont plus construites par un parcours linéaire d'acquisition de compétences, transmise dans des cadres verticaux par des « sachants ». La capacité d'un jeune auprès d'une organisation se mesure aussi à son éthique, à ses valeurs, à des pratiques développées et expérimentées en dehors de cadres professionnalisant, comme au sein d'engagements sportifs, associatifs ou citoyens. Il s'agit de savoir les identifier, les reconnaître, et les faire s'épanouir pour que ces jeunes puissent trouver leur sens dans des organisations professionnelles comme les entreprises ou les collectivités territoriales.

C'est pourquoi, il est essentiel de reconnaître – et mieux articuler – la complémentarité des différents mondes par lesquels les jeunes acquièrent des compétences, et reconnaître au côté du savoir académique enseigné et transmis par l'éducation nationale, le savoir expérientiel et citoyen acquis au travers de parcours dans l'éducation populaire ou au sein du milieu familial. Cela signifie probablement

repenser la manière dont éducation populaire et éducation nationale peuvent agir de concert pour développer le pouvoir d’agir des jeunes ; et opérer ensemble tout au long d’un parcours depuis le collège jusqu’à l’université. Une alliance et une solidarité éducative de tous les acteurs au service d’un projet de société : le pouvoir d’agir de la jeunesse dans la transition écologique et sociale.

De telles perspectives seraient, à n’en pas douter, des marqueurs forts du respect des valeurs de l’Accord de Paris, rappelés par le Président de la République : « Ambition », « solidarité » et « confiance ». Plus encore, elles incarneraient le passage de la parole à l’action, de l’incantation à la mise en mouvement de la jeunesse, de toute la jeunesse à qui il ne s’agit pas de demander de faire ses preuves, mais de l’accompagner avec espérance à se dresser face aux périls qui nous menacent.

- - - -

Les signataires

Nathalie Bellon-Szabo, Présidente de la Fondation Pierre Bellon
Thierry Berthet, directeur de recherche au CNRS
Yannick Blanc, président de Futuribles International
Matthieu Chaveneau, cofondateur et directeur exécutif de la Fondation Libellud
Marie Ferru, professeure des Universités
Laure Gayraud, chargée d’études au CEREQ
Corinne Langlais, directrice du Centre de Formation Professionnelle Presqu’Ile
Olivier Lenoir, cofondateur d’Osons Ici et Maintenant
Blandine Mulliez, présidente de la Fondation Entreprendre
Olivier Palluault, cofondateur et gérant de la Scop Ellyx
Muriel Pecassou, directrice générale d’INSUP Formation

(Tous membres du consortium, partenaires ou membres du conseil scientifique du programme 100% Transition)

Lien : https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/11/20/la-lutte-contre-le-dereglement-climatique-et-l-integration-des-jeunes-dans-notre-societe-sont-deux-defis-etroitement-lies_6102945_3232.html